

## Ouganda : Répression brutale contre l'opposition et ses partisans

PANA, 06 janvier 2026 Les autorités ougandaises accusées de soumettre les partisans de l'opposition à une " campagne de répression brutale " à l'approche des élections Kampala, Ouganda (PANA) a déclaré Amnesty International dans un rapport sur le recours illégal et excessif à la force par les forces de sécurité ougandaises contre des rassemblements de l'opposition ainsi que les arrestations arbitraires et les actes de torture et autres mauvais traitements infligés aux participants. Dans un communiqué de presse publié lundi, l'organisation affirme avoir documenté des incidents au cours desquels des agents de sécurité ont lancé des gaz lacrymogènes contre des foules pacifiques à Kawempe et Iganga, et ont aspergé des manifestants de gaz poivre et les ont battus. "Ces actions s'accompagnaient de restrictions de circulation abusives visant à perturber les rassemblements de campagne du parti d'opposition Plateforme unitaire nationale (NUP) », précise l'organisation de défense des droits humains. Amnesty International indique avoir également reçu des signalements et vérifié des preuves numériques de telles perturbations dans d'autres régions du pays. Les autorités ont lancé une campagne de répression brutale contre l'opposition et ses partisans, les empêchant d'exercer leurs droits à la liberté d'association et de réunion pacifique », a déclaré Tigere Chagutah, directeur régional d'Amnesty International en Afrique de l'Est et Afrique australe. Les autorités ougandaises doivent respecter leurs obligations en matière de droits et permettre à l'opposition de tenir ses rassemblements de campagne sans restrictions indues et sans soumettre ses dirigeants et partisans à des arrestations, à la torture ou à d'autres mauvais traitements. Un témoin oculaire a déclaré à Amnesty International que lors du rassemblement de Kawempe, le 24 novembre, après l'arrivée du candidat du NUP à la présidentielle, Robert Kyagulanyi Ssentamu, plus connu sous le nom de Bobi Wine, "la police a utilisé des gaz lacrymogènes et du gaz poivre pour disperser le rassemblement". La panique qui s'en est suivie a provoqué une bousculade, faisant tomber des dizaines de personnes dans un profond fossé voisin. La police a également utilisé des chiens pour intimider la foule, a poussé des personnes dans un camion à coups de crosse de fusil et les a frappées avec des matraques et des fils de fer barbelés. Selon un participant au rassemblement du NUP qui s'est tenu le 28 novembre sur le terrain de la gare d'Iganga, l'armée a utilisé un camion pour bloquer une sortie avant d'ouvrir le feu sur la foule qui tentait de quitter les lieux par la seule autre issue. Miseach Okello, 35 ans, un participant au rassemblement, est décédé dans des circonstances qui pourraient indiquer un usage illégal de la force; un nombre indéterminé d'autres personnes ont été blessées. Nul ne devrait mourir simplement pour avoir exercé ses droits à la liberté d'association et de réunion pacifique. Les autorités doivent immédiatement ouvrir des enquêtes impartiales et approfondies sur tous les cas présumés d'usage illégal de la force par les forces de sécurité. Les responsables doivent être traduits en justice lors des procès équitables, sans recours à la peine de mort », a déclaré Chagutah. Suite aux incidents de Kawempe et d'Iganga, la police ougandaise a justifié ses actions en affirmant que des partisans de l'opposition avaient caillonné les forces de l'ordre et vandalisé leurs véhicules. Cependant, des témoins oculaires présents lors des deux rassemblements ont déclaré à Amnesty International que les foules étaient pacifiques et brandissaient uniquement le drapeau national ougandais. Le droit et les normes internationales exigent que la police privilégie toujours les moyens non violents avant de recourir à la force, et qu'elle n'utilise la force que dans la mesure nécessaire et proportionnée. L'utilisation d'armes à feu pour disperser des rassemblements ne répond jamais à ces conditions et est donc toujours illégale, a déclaré Amnesty International. -0- PANA MA/NFB/JSG 06jan2026